

**Zeitschrift:** Bulletin / Vereinigung der Schweizerischen Hochschuldozierenden =  
Association Suisse des Enseignant-e-s d'Université

**Herausgeber:** Vereinigung der Schweizerischen Hochschuldozierenden

**Band:** 40 (2014)

**Heft:** 2-3

## **Endseiten**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 15.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Konferenz Hochschuldozierende Schweiz - Conférence des Enseignant-e-s des Hautes Ecoles Suisses  
 Conferenza dei docenti delle scuole universitarie svizzere  
[www.konferenz-hochschuldozierende.ch](http://www.konferenz-hochschuldozierende.ch)

## Pro domo

### Une voix au niveau national

Denise Martin, Secrétaire générale de la Conférence des Enseignant-e-s des Hautes Ecoles Suisses



#### 1. Demande du Conseil fédéral en date du 27 mars 2014

«En tant que futur Président de la Conférence suisse des hautes écoles (CSHE), je vous prie de me faire savoir d'ici le 2 juin quel membre de la Conférence des Enseignant-e-s des Hautes Ecoles Suisses représentera le corps professoral lors des séances de la CSHE.»

Johann N. Schneider-Ammann, Conseiller fédéral.

#### 2. LEHE – brève rétrospective

Adoptée par le Parlement le 30 septembre 2011, la Loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE) place dans un nouveau cadre juridique la collaboration entre la Confédération et les cantons. La participation du corps professoral et du corps intermédiaire, désormais ancrée dans les articles 13 et 21, est le résultat de discussions approfondies et d'un travail de lobbying de plusieurs années.

##### a. Participation avec voix consultative à la Conférence suisse des hautes écoles

Extrait du communiqué de presse de la CSEC-E du 31 août 2010: «La CSEC-E s'est également penchée sur deux propositions de réexamen des art. 13 et 26. Après une nouvelle discussion portant sur l'art. 13, la commission a décidé que seuls un représentant du corps intermédiaire et un représentant du corps enseignant seraient habilités à participer aux séances de la Conférence suisse des hautes écoles avec voix consultative.» Signée par la majorité des membres de la CSEC-E, la motion a été adoptée par le Conseil des Etats le 30 septembre 2010.

##### b. Membre du Conseil suisse d'accréditation

Extrait du communiqué de presse de la CSEC-N du 1er avril 2011: «Par ailleurs, plusieurs députés souhaitaient, à travers leurs propositions relatives à l'art. 22, al. 1, que les 15 à 20 membres indépendants qui forment le Conseil d'accréditation représentent d'autres groupes en plus des hautes écoles, du monde du travail et des étudiants. La commission a donc décidé, par 19 voix contre 4 et 2 abstentions, de compléter l'alinéa concerné par la mention du corps professoral et du corps intermédiaire.» La motion de la CSEC-N a été adoptée par le Conseil national le 16 juin 2011. Après élimination des divergences par les Chambres, les deux motions ont été adoptées et sont donc partie intégrante de la LEHE adoptée le 30 septembre 2011.

## In eigener Sache

### Eine Stimme auf nationaler Ebene

Denise Martin, Geschäftsführerin  
 Konferenz Hochschuldozierende Schweiz

#### 1. Anfrage durch den Bundesrat vom 27. März 2014

«Als künftiger Präsident der Schweizerischen Hochschulkonferenz (SHK) bitte ich Sie, mir bis am 2. Juni 2014 mitzuteilen, wer von der Konferenz Hochschuldozierende Schweiz den Lehrkörper in den Sitzungen der SHK vertreten wird.»

Johann N. Schneider-Ammann, Bundesrat

#### 2. Rückblick aufs HFKG

Am 30. September 2011 wurde das Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG) vom Parlament verabschiedet. Es stellt die Zusammenarbeit von Bund und Kantonen auf neue gesetzliche Grundlagen. Die Teilnahme des Lehrkörpers und des Mittelbaus, die in Art. 13 und Art. 21 verankert ist, musste mit guten Argumenten und mehrjährigem Lobbying erworben werden!

##### a. Teilnahme mit beratender Stimme in der Schweizerischen Hochschulkonferenz

Aus der Medienmitteilung der WBK-S vom 31. August 2010: «[...] Die Kommission beriet ausserdem zwei Rückkommensanträge zu den Artikeln 13 und 26. Nach erneuter Diskussion von Art. 13 beschloss sie, dass je eine Vertreterin oder ein Vertreter des Mittelbaus und des Lehrkörpers mit beratender Stimme an den Sitzungen der Schweizerischen Hochschulkonferenz teilnehmen soll.» Der Antrag der Mehrheit der WBK-S wurde am 30. September 2010 vom Ständerat angenommen.

##### b. Mitglied im Schweizerischen Akkreditierungsrat

Aus der Medienmitteilung der WBK-N vom 1. April 2011: «[...] Mehrere Anträge forderten, dass die 15–20 unabhängigen Mitglieder im Akkreditierungsrat (Art. 22 Abs. 1) neben den Hochschulen, der Arbeitswelt und den Studierenden weitere Personengruppen vertreten. Mit 19 zu 4 Stimmen bei 2 Enthaltungen entschied sich die Kommission deshalb für die Ergänzung des Lehrkörpers und des Mittelbaus in diesem Absatz.»

Der Antrag der WBK-N wurde am 16. Juni 2011 vom Nationalrat angenommen. In der Differenzbereinigung beider Rate wurden beide Anträge angenommen und sind somit Bestandteil des am 30. September 2011 verabschiedeten HFKG.

### 3. Procédures d'audition importantes

Une audition récemment achevée concerne le «Règlement sur l'organisation de la Conférence suisse des hautes écoles (ROrg-CSHE)», Conférence qui sera, selon LEHE, l'organe politique supérieur en matière de hautes écoles à partir du 1.1.2015 (voir <http://www.sbf.admin.ch/themen/hochschulen/01640/02110/index.html?lang=fr>). En tant qu'organisation en charge de la formation et de la politique scientifique, la Conférence des Enseignant-e-s des Hautes Ecoles Suisses a été invitée aux côtés, entre autres, d'actionuni (association des corps intermédiaires suisses) et de l'Union des étudiant-e-s de Suisse UNES à participer à la procédure d'audition. La Conférence des Enseignant-e-s des Hautes Ecoles Suisses souscrit au projet présenté, qui règle de manière claire l'organisation de la Conférence suisse des hautes écoles. Nous constatons avec satisfaction que les participants sont habilités à prendre position avec voix consultative et, surtout, disposent d'un droit de motion. La Conférence se voit également accorder une possibilité de déléguer un-e remplaçant-e dans certains cas justifiés. – La Conférence des Enseignant-e-s des Hautes Ecoles Suisses critique notamment le fait que les documents soient mis à disposition dans des délais très courts. Elle regrette aussi qu'aucune commission permanente des membres des hautes écoles ne soit créée et qu'aucune indemnité ni aucun remboursement des frais ne soient prévus. Ni les structures démocratiques horizontales des associations ni les différences de financement existant entre les diverses institutions ne sont ainsi prises en compte. L'intégralité de la réponse peut être consultée sur <http://www.konferenz-hochschuldozierende.ch/dokumente.html>

La procédure d'audition concernant des ordonnances relatives à la LEHE («O-LEHE») et du DEFR au domaine des Hautes-écoles spécialisées a été achevée récemment. La Conférence des enseignant-e-s y a participé. Il s'agit de dispositions transitoires permettant la mise en œuvre de la LEHE.

Une procédure d'audition au sujet des «Directives du Conseil des hautes écoles pour l'accréditation des hautes écoles et autres institutions du domaine des hautes écoles» se terminera le 20 août 2014. La participation des membres des hautes écoles doit être garantie pour qu'une haute école soit accréditée – c'est ce que prévoit l'esquisse (voir [www.oaq.ch](http://www.oaq.ch)):

Art. 26, al. 1, lit. 3 : «Le développement du système d'assurance qualité interne et sa mise en œuvre impliquent à tous les niveaux tous les membres de la haute école, en particulier les corps étudiant, intermédiaire et professoral et le personnel administratif et technique. Les responsabilités en matière de qualité et d'assurance qualité sont transparentes et assignées clairement.»

Art. 26, al.2, lit. 4 «Les groupes représentatifs de la haute école ont un droit de participation approprié et disposent des conditions cadres leur garantissant un fonctionnement indépendant. Les procédures de nomination des représentant-e-s des corps et leur implication dans les processus décisionnels sont réglés à tous les niveaux.» ■

### 3. Wichtige Anhörungsverfahren

Eine Anhörung zum «Organisationsreglement OReg-SHK für die Schweizerische Hochschulkonferenz», dem gemäss HFKG obersten hochschulpolitischen Organ ab 1.1.2015, vgl. <http://www.sbf.admin.ch/themen/hochschulen/01640/02110/index.html?lang=de> wurde kürzlich abgeschlossen. Als Bildungs- und wissenschaftspolitische Organisation wurden u.a. auch die Konferenz Hochschuldozierende Schweiz, actionuni der Schweizer Mittelbau und der Verband der Schweizer Studierendenschaften VSS zur Anhörung eingeladen. – Die Konferenz Hochschuldozierende Schweiz begrüsst den vorliegenden Entwurf, der die Organisation der Schweizerischen Hochschulkonferenz gut überschaubar regelt. Anerkennend nehmen wir zur Kenntnis, dass die Teilnehmenden mit beratender Stimme zu den Traktanden Stellung beziehen können und vor allem auch Antragsrecht haben. Entgegen kommt der Konferenz ebenfalls die Möglichkeit der Vertretung in begründeten Einzelfällen. Kritische Punkte sind für die Konferenz Hochschuldozierende Schweiz vor allem, dass die Akten sehr kurzfristig zugestellt werden, dass keine ständige Kommission der Hochschulangehörigen geschaffen wird und dass keine Entschädigungen und Spesen ausgerichtet werden. Weder wird Rücksicht genommen auf die flachen demokratischen Strukturen der Verbände noch auf die unterschiedliche Finanzierungskraft der unterschiedlichen Institutionen. Die vollständige Antwort findet sich unter <http://www.konferenz-hochschuldozierende.ch/dokumente.html>

Die Anhörung zu Verordnungen zum HFKG (V-HFKG) des WBF im Fachhochschulbereich wurde kürzlich abgeschlossen. Die Konferenz Hochschuldozierende Schweiz hat daran teilgenommen. Es geht um Übergangsbestimmungen für die Inkraftsetzung des HFKG.

Eine Anhörung zu den «Richtlinien des Hochschulrates für die Akkreditierung von Hochschulen und anderen Institutionen des Hochschulbereichs» läuft bis 20. August 2014. Die Mitwirkung der Hochschulangehörigen muss stattfinden, damit eine Hochschule akkreditiert wird. So sieht es der Entwurf vor (siehe [www.oaq.ch](http://www.oaq.ch)):

Art. 26, Absatz 1, lit. 3 «Für die Entwicklung des internen Qualitätssicherungssystems und dessen Umsetzung werden auf allen Ebenen alle Hochschulangehörigen einbezogen, insbesondere die Studierenden, der Mittelbau, der Lehrkörper, das Verwaltungspersonal. Die Aufgaben im Bereich der Qualität und Qualitätssicherung sind transparent und klar zugewiesen.»

Art. 26, Absatz 2, lit. 4 «Die relevanten Gruppen der Hochschule haben ein angemessenes Mitwirkungsrecht und verfügen über Rahmenbedingungen, die ihnen ein unabhängiges Funktionieren garantieren. Die Verfahren für die Ernennung der Vertreterinnen und Vertreter der relevanten Gruppen und deren Einbezug in die Entscheidungsprozesse sind auf allen Ebenen geregelt.» ■

***Die Stimme  
der Hochschuldozierenden***



***La voix  
des enseignant-e-s d'université***